

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1405>



Tribune

NON à l'atomisation de la France et de l'Europe - OUI à un monde sans armes nucléaires

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -
Date de mise en ligne : mardi 20 mai 2025

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Nous publions cet appel initié par l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire et signé par des élus, scientifiques, écrivains, artistes, médecins, militaires, militants associatifs... L'Humanité, le 20 mai 2025.

Le 5 mars 2025, le président de la République a annoncé qu'il avait *"décidé d'ouvrir le débat stratégique sur la protection par notre dissuasion (nucléaire) de nos alliés du continent européen"*.

Officiellement, "notre dissuasion" consiste, face à un ennemi qui s'en prendrait aux "intérêts vitaux" de la France, à le menacer de lui délivrer d'abord un "ultime avertissement" par une frappe nucléaire en principe limitée, puis, s'il poursuit son agression, de frapper massivement ses cités.

Cette première frappe française transformera une guerre conventionnelle en guerre nucléaire. Elle amènera quasi inéluctablement un ennemi doté lui aussi d'armes nucléaires à riposter avec les siennes, voire à la devancer en frappant lui-même en premier. Dans les deux cas elle entraînera un suicide collectif. Sans l'avoir jamais voulu, c'est le prix que les Français doivent payer, aujourd'hui en Euros et demain de leurs vies, à la "souveraineté nationale", c'est-à-dire au pouvoir exorbitant du chef de l'Etat. Que cette stratégie soit suicidaire, c'est ce qu'avait compris Valéry Giscard d'Estaing, qui confie dans ses mémoires s'être secrètement résolu à ne jamais prendre "l'initiative d'un geste qui conduirait à l'anéantissement de la France".

Si, comme le voudrait M. Macron, la France devait étendre aux autres pays européens la protection imaginaire de notre supposé "parapluie nucléaire", notre anéantissement provoqué par ses soins dépendrait alors de ce qui se passera pour on ne sait qui, on ne sait où, quelque part en Europe.

En attendant, la France va dépenser, en 2025, 7 milliards d'Euros rien que pour "moderniser" sa force de frappe qui n'en a pourtant pas besoin, alors même qu'elle doit puiser dans ses forces conventionnelles pour soutenir la résistance des Ukrainiens, et qu'elle ne parvient pas non plus à satisfaire ses besoins sanitaires, sociaux, éducatifs et environnementaux.

Nous refusons de sacrifier nos "intérêts vitaux" présents et futurs aux postulats d'une stratégie nucléaire absurde, ruineuse, foncièrement antidémocratique, illégale, criminelle et suicidaire. Nous refusons de massacrer les autres et d'être suicidés.

La France doit négocier avec les autres Etats concernés l'abolition des armes nucléaires et radioactives, conformément à l'article VI du Traité de Non-Prolifération. A défaut, nous demandons que les Français soient consultés et soutenons la Proposition Parlementaire de Loi visant à organiser un référendum d'initiative partagée sur cette question vitale.

"Devant les perspectives terrifiantes qui s'ouvrent à l'humanité, nous apercevons encore mieux que la paix est le seul combat qui vaille d'être mené. Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison. " (Albert Camus, le 8 août 1945)

[Contact](#)

SIGNATAIRES

Fabrice Barusseau, député de la Charente-Maritime

Guy Benarroche, sénateur des Bouches-du-Rhône

Larbi Benchiha, cinéaste, auteur de *Vent de sable* et de *Bons baisers de Moruroa*

Benoît Biteau, député de la Charente-Maritime

Françoise Boman, médecin anatomo-cyto-pathologiste

Jacques Bordé, vice-président de Pugwash-France

André Bouny, fondateur de DEFI Viêt Nam et du Comité international de soutien aux victimes vietnamiennes de l'Agent Orange.

Bruno Boussagol, metteur en scène

Rony Brauman, médecin, ex président de Médecins Sans Frontières

Hendrik Davi, député des Bouches-du-Rhône

Nicolas Delerue, président de Pugwash France

Jean-Jacques Delfour, auteur de *La condition nucléaire*, L'Echappée (2016)

Jean-Pierre Desbordes, directeur d'école, vice-président d'ACDN

Roland Desbordes, ancien président de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRIIRAD)

Marc Finaud, diplomate, auteur de *L'arme nucléaire, Éliminons-la*, L'Harmattan (2020), vice-président d'IDN

Kaddour Hadadi (HK), artiste

Sylvie Justome, adjointe au maire de Bordeaux, conseillère métropolitaine

Jean-Luc Lefebvre, ancien officier de l'armée de l'air, chercheur en stratégie

Francis Lenne, général de brigade 2e Section

Yves Lenoir, auteur de *La Comédie atomique*, La Découverte (2016)

Jean-Luc Marchais, maire de Bussac-sur-Charente

Monique de Marco, sénatrice de la Gironde

Jean-Marie Matagne, président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)

Chloé Maurel, historienne, spécialiste de l'ONU

Patrick Moquay, professeur à l'ÉNS du paysage de Versailles, ancien maire de Saint Pierre d'Oléron

Laurent Mucchielli, sociologue au CNRS

Bernard Norlain, général d'armée 2e Section, président d'Initiatives pour le Désarmement Nucléaire (IDN)

Raymonde Poncet-Monge, sénatrice du Rhône

Annick Suzor-Weiner, physicienne, professeure émérite à l'Université de Paris-Saclay

Patrick Zahnd, professeur de droit international